

**Convention collective**

**IDCC : 9651. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLY CULTURE,  
D'ÉLEVAGE, DE VITICULTURE, CHAMPIGNONNIÈRES,  
CUMA, ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES  
ET RURAUX, MARAÎCHERS  
ET PRODUCTEURS LÉGUMIERS  
(Hautes-Pyrénées)  
(6 juillet 1972)**

(Etendue par arrêté du 20 février 1973,  
*Journal officiel* du 17 mars 1973)

**AVENANT N° 95 DU 20 JANVIER 2015**

NOR : AGRS1597097M

IDCC : 9651

Entre :

La FDSEA des Hautes-Pyrénées ;

La FDCUMA ;

Le syndicat départemental des entrepreneurs des territoires,

D'une part, et

La fédération départementale de l'agriculture CFDT ;

La fédération départementale des travailleurs de l'agriculture CGT ;

La fédération départementale de l'agriculture CFTC-Agri ;

La fédération départementale des cadres CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

L'avenant n° 90 du 24 octobre 2012 réformant la grille de classification des emplois a été négocié dans le prolongement de l'accord national de méthode du 23 avril 2008 pour les cadres, techniciens et agents de maîtrise et de l'avenant n° 1 du 23 avril 2008 à l'accord national de méthode du 18 décembre 1992 pour les non-cadres.

La commission administrative de l'AGIRC a tout d'abord procédé à l'examen des accords nationaux portant sur les classifications des cadres et des TAM ainsi que sur les modifications introduites dans les définitions des « personnels d'exécution » classés au niveau IV, afin de prédéfinir les groupes de participants au régime de retraite des cadres dans les textes négociés au plan départemental à partir de ces accords nationaux.

L'AGIRC a ensuite procédé à l'examen de l'avenant n° 90 pour distinguer les emplois relevant des catégories de « cadres » et ceux relevant des catégories de « non-cadres ».

Certains exemples mentionnés dans la grille de classification comportant des termes litigieux ou des notions à préciser, les représentants des employeurs et des salariés ont décidé ensemble des dispositions ci-après afin de distinguer aisément les salariés relevant des catégories « cadres » et ceux relevant des catégories « non-cadres ».

Ainsi seront bien affiliées au régime des « cadres » les catégories suivantes :

- cadres niveau I et niveau II ;
- techniciens et agents de maîtrise niveau I et niveau II.

Le niveau IV « Emplois hautement qualifiés » relève de la catégorie « non-cadres ».

Pour éviter des confusions, certaines dispositions de la grille de classification sont modifiées comme indiqué ci-après.

### **Article 1<sup>er</sup>**

L'article 27 « Classification des emplois » est ainsi modifié :

« B. – Ouvriers des exploitations de polyculture, d'élevage, de viticulture, des entreprises de travaux agricoles et ruraux, des CUMA et des exploitations de maraîchage et de productions légumières ».

#### **Niveau IV. – Emplois hautement qualifiés**

Echelon 1, 4<sup>e</sup> alinéa : « Exemples notamment ».

Les exemples suivants sont supprimés :

- « – responsable de séchage de tabac ; »
- « – fromager responsable de la production ; ».

Echelon 2, 6<sup>e</sup> alinéa : « Exemples notamment ».

L'exemple suivant est supprimé :

- « – responsable technique de chantier, d'atelier de production, de conserverie, de laiterie ; ».

Echelon 2, 7<sup>e</sup> alinéa « CUMA et ETARF... »

L'exemple suivant est supprimé :

- « (...) d'être responsable d'un atelier de réparation. »

« D. – Techniciens et agents de maîtrise des exploitations de polyculture, d'élevage, de viticulture, des entreprises de travaux agricoles et ruraux, des CUMA et des exploitations de maraîchage et de productions légumières ».

#### **Niveau I. – Techniciens et agents de maîtrise**

Echelon 2 : Technicien, agent de maîtrise

Le premier alinéa du paragraphe « Agent de maîtrise » est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Outre les travaux et tâches professionnelles auxquelles il participe ou qu'il assure compte tenu de ses compétences techniques et de son expérience, le salarié organise et répartit les travaux des salariés qu'il encadre. »

En outre, le dernier alinéa de l'annexe IV à la convention collective « Tableau de raccordement entre l'ancienne et la nouvelle grille de classification » est supprimé.

## Article 2

Les parties contractantes demandent que les dispositions de l'avenant soient étendues à tous les employeurs et salariés compris dans le champ d'application de la convention collective à compter du premier jour du trimestre suivant la date de publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

Fait à Tarbes, le 20 janvier 2015.

(Suivent les signatures.)